



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

Travail stratégique de la FAO

**POUR UNE
ALIMENTATION
ET UNE AGRICULTURE
DURABLES**



TRAVAIL STRATÉGIQUE
DE LA FAO POUR RENDRE L'AGRICULTURE,
LA FORESTERIE ET LA PÊCHE PLUS
PRODUCTIVES ET PLUS DURABLES

TABLE DES MATIÈRES

PAGES 4-5

UN CHANGEMENT DE CAP S'IMPOSE

PAGES 6-15

VERS UNE ALIMENTATION ET UNE AGRICULTURE DURABLES

PAGES 16-27

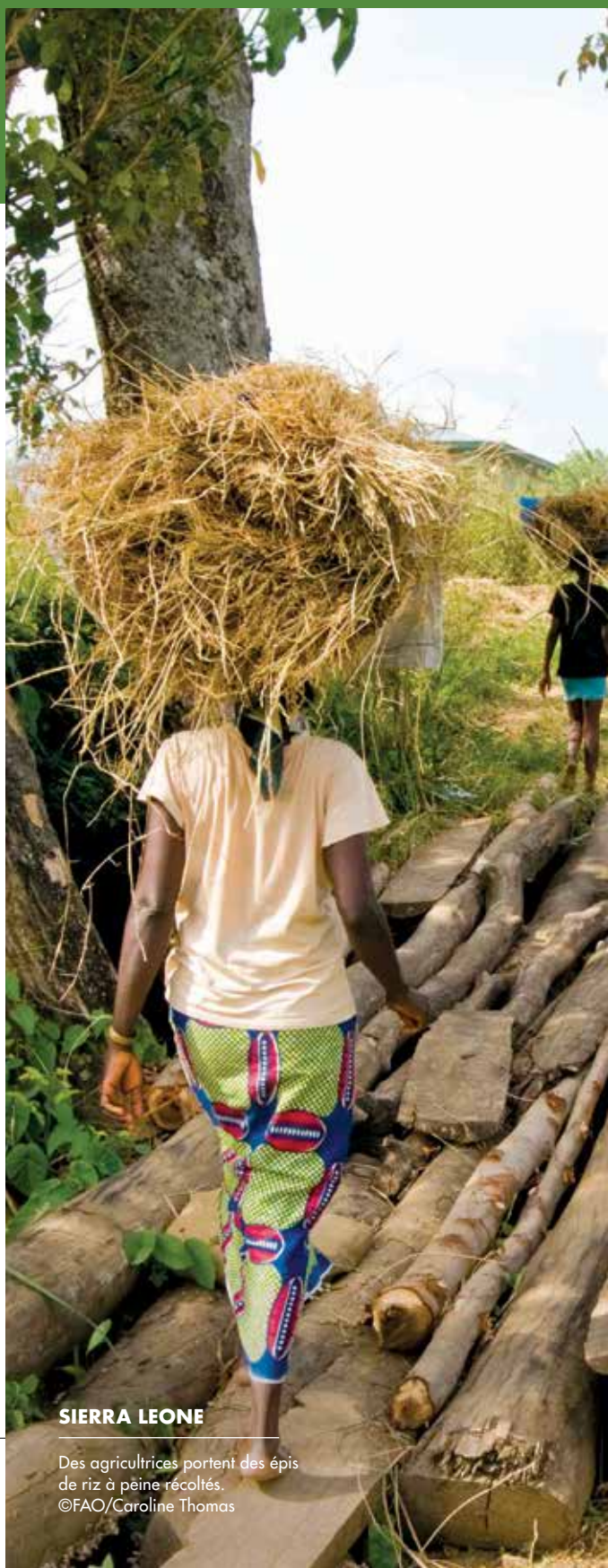
OBTENIR DES RÉSULTATS ET MONTRER LEURS IMPACTS

**POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LE
TRAVAIL STRATÉGIQUE DE LA FAO POUR UNE
ALIMENTATION ET UNE AGRICULTURE DURABLES**

www.fao.org/sustainability/fr/

CONTACT

SPL2@fao.org



SIERRA LEONE

Des agricultrices portent des épis
de riz à peine récoltés.
©FAO/Caroline Thomas

MESSAGES CLÉS

➡ La FAO s'attache à promouvoir la transition vers des mécanismes de gouvernance et des politiques agricoles durables et résilientes au climat, en aidant les pays à réviser leurs politiques et leurs stratégies d'investissement et à les aligner sur les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ainsi que de l'Accord de Paris sur le changement climatique.

➡ La FAO aide les pays à renforcer le dialogue intersectoriel, en favorisant la transition vers une agriculture durable et intelligente face au climat, et un rôle plus actif de l'agriculture, des forêts et des pêches dans le développement durable national.

➡ La FAO aide les pays à renforcer leurs capacités pour la mise en œuvre de politiques, d'instruments et de partenariats visant à promouvoir une agriculture productive, durable et résiliente au climat.

➡ La FAO favorise un processus décisionnel fondé sur des faits probants en recueillant et en partageant l'information et les connaissances nécessaires pour soutenir la transition vers une agriculture productive, durable et intelligente face au climat à tous les niveaux.

➡ La FAO travaille avec les institutions publiques et privées à renforcer les capacités pour collecter des données, analyser et produire des éléments concrets utiles à la prise de décisions éclairées sur la gestion des ressources naturelles dans tous les systèmes d'exploitation agricole.

➡ La FAO aide les producteurs à tester et à adopter des systèmes de production accroissant la productivité et la résilience tout en préservant les ressources naturelles par des approches participatives.

➡ La FAO collabore avec les institutions publiques et privées pour améliorer leurs capacités de promotion de l'adoption de systèmes d'exploitation mieux intégrés, durables et résilients.

«DANS DE NOMBREUX PAYS, S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET TROUVER DES MOYENS D'ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION FONT PARTIE DU MÊME ENJEU. L'ADOPTION DE PRATIQUES INTELLIGENTES FACE AU CLIMAT PERMETTRAIT DE DOPER LA PRODUCTIVITÉ ET LES REVENUS DES AGRICULTEURS ET D'ABAISSE LES PRIX DES ALIMENTS.»

José Graziano da Silva,
Directeur général de la FAO

UN CHANGEMENT DE CAP S'IMPOSE

Au cours des dernières décennies, le monde a connu des progrès considérables en matière de développement agricole.

L'intensification de l'agriculture a été le facteur déterminant du triplement des approvisionnements alimentaires au cours des 50 dernières années pour faire face à la croissance rapide de la population. La capacité de la production alimentaire à faire reculer la faim et à améliorer la nutrition est le résultat de plusieurs

facteurs. Citons notamment l'utilisation accrue d'engrais, d'eau, de pesticides, de médicaments, de nouvelles variétés culturales, de races animales et de pratiques agricoles innovantes qui ont contribué à la révolution de l'élevage ainsi qu'à la révolution verte. Cette dernière a augmenté les rendements céréaliers en Asie de plus de 50 pour cent, ce qui a permis de sauver des millions de personnes de la famine dans les années 1960 et 1970. Depuis, la production vivrière mondiale (agriculture, élevage, pêches et aquaculture réunis) est passée à 8,43 milliards de tonnes par an, tandis que la foresterie produit

3,5 milliards de mètres cubes de bois d'œuvre et de bois de feu par an.

Ces progrès se sont accompagnés de coûts élevés pour la société et l'environnement. Les océans sont désormais surexploités et de nombreux fleuves, lacs et mers sont contaminés par des produits chimiques. Les sols sont dégradés et ont perdu une grande part de leur fertilité. Les pesticides ont des effets dévastateurs sur la santé des individus et l'environnement. Les niveaux élevés de gaz à effet de serre (GES) émanant de l'agriculture à fort coefficient d'intrants aggravent en outre la menace de changement climatique et contribuent au réchauffement de la planète et à l'instabilité des régimes météorologiques. Nos systèmes agricoles reposent sur des pratiques agricoles non durables qui ont dilapidé nos ressources naturelles et laissé aux générations présentes et futures la tâche supplémentaire d'affronter la dégradation des terres, les pénuries d'eau et la pollution, l'érosion de la biodiversité agricole et le changement climatique. Aujourd'hui, trop de régions dans le monde sont confrontées à des niveaux de productivité agricole extrêmement faibles, où les agriculteurs, les éleveurs et autres personnes vivant en zone rurale luttent pour leur survie et pour vivre décemment.



QUELQUES FAITS ET CHIFFRES:

- > L'agriculture produit en moyenne 23,7 millions de tonnes de nourriture chaque jour.
- > Pour répondre aux besoins d'une population de 9,7 milliards d'habitants en 2050, la production vivrière mondiale devra passer des 8,4 milliards de tonnes actuels à près de 13,5 milliards de tonnes par an.

- > Quatre-vingt pour cent de la nourriture supplémentaire nécessaire pour satisfaire la demande en 2050 devra venir de terres déjà cultivées.
- > Soixante-quinze pour cent de la diversité génétique des plantes cultivées a déjà disparu.
- > Quelque 31,4 pour cent des stocks de poissons sauvages commerciaux dont la FAO effectue le suivi de façon régulière étaient surexploités en 2013, niveau stable depuis 2007.



RWANDA

Cultures de légumes et d'arbustes agroforestiers dans le bassin hydrographique du Yanze dans le district de Rulindo.
©FAO/Teopista Mutesi

La situation mondiale du développement est en pleine évolution et la question la plus controversée au sein de la communauté internationale est de savoir sur quelles bases reposera une future croissance agricole durable. Comment pouvons-nous produire davantage sur des terres déjà cultivées sans empiéter sur nos forêts? Comment pouvons-nous éviter d'appauvrir davantage nos écosystèmes terrestres et marins déjà fragiles? Comment pouvons-nous faire en sorte que nos systèmes alimentaires et nos ressources naturelles nourrissent une population mondiale croissante si nous avons modifié nos régimes alimentaires et si nous perdons ou gaspillons un tiers de notre nourriture aujourd'hui? Comment pouvons-nous atténuer et nous adapter à l'évolution des régimes climatiques qui causent des ravages à nos systèmes alimentaires fragiles et aux moyens d'existence

de nos citoyens les plus démunis? Ce vaste débat est alimenté par une prise de conscience grandissante du besoin d'un changement radical qui se fait cruellement sentir si nous voulons, tous ensemble, transformer et améliorer nos systèmes alimentaires.

Réussir la transition vers un développement agricole durable requiert une vision impliquant une profonde remise en cause du *statu quo*. Cela est d'autant plus nécessaire que notre population continue d'augmenter, nécessitant un accroissement des systèmes de production de plus de 60 pour cent d'ici 2050. Cette vision, inscrite dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, s'accompagne d'une série de 17 objectifs assortis de délais, engageant la communauté internationale à éliminer la faim et la pauvreté et à parvenir au développement durable au cours des 15 prochaines années.

L'agriculture durable est au cœur du Programme 2030. Sur 17 objectifs de développement durable (ODD), 6 portent sur l'agriculture durable, à savoir: l'ODD 2 sur la faim, la nutrition et l'agriculture durable; l'ODD 6 sur l'efficacité de l'utilisation de l'eau; l'ODD 12 sur la production et la consommation durables; l'ODD 13 sur la lutte contre le changement climatique; l'ODD 14 sur la conservation des ressources marines et l'ODD 15 sur les écosystèmes terrestres, la restauration des terres et la biodiversité. L'agriculture durable contribue à d'autres objectifs également, comme par exemple, son rôle déterminant dans la réduction de la pauvreté par le biais d'approches en faveur des pauvres qui englobent l'agriculture familiale, l'autonomisation des femmes et des jeunes, les chaînes de valeur, l'accès aux marchés et les dispositifs de protection sociale.

VERS UNE ALIMENTATION ET UNE AGRICULTURE DURABLES

La vision de l'alimentation et de l'agriculture durables portée par la FAO est celle d'un monde dans lequel la nourriture est équilibrée et accessible à tous. C'est également un monde dans lequel les ressources naturelles sont gérées de manière à préserver les écosystèmes et leur aptitude à répondre aux besoins actuels et futurs.

Dans cette vision, les agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, forestiers et autres personnes vivant en milieu rural ont la possibilité de faire entendre leurs voix, de bénéficier du développement économique et de jouir de conditions de travail décentes. La sécurité alimentaire est atteinte, le changement climatique appartient au passé et les femmes ont les mêmes droits que les hommes en termes d'accès à la terre et de propriété foncière.

Le deuxième Objectif stratégique de l'Organisation invite tout un chacun à déployer des efforts pour atteindre l'objectif

d'une agriculture durable. Mais cette démarche ne se limite pas à protéger nos ressources naturelles. Le développement agricole durable requiert une intégration et des synergies intersectorielles ainsi qu'une combinaison de facteurs sociaux, économiques et environnementaux. Ce processus comporte des cadres globaux qui couvrent des aspects techniques ainsi

LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE REQUIERT UNE INTÉGRATION ET DES SYNERGIES INTERSECTORIELLES AINSI QU'UNE COMBINAISON DE FACTEURS SOCIAUX, ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX.

que des questions liées à la gouvernance et au financement. Les pratiques et les technologies en lien avec la production durable comportent également une approche synergique de la chaîne de valeur productive en lien avec les ressources naturelles. Ces pratiques comprennent, par exemple, les systèmes agroforestiers, l'intégration cultures-élevage et la production agricole-aquicole, pour promouvoir la conservation et l'utilisation des services écosystémiques et de la biodiversité au profit des producteurs et des communautés rurales. Ainsi, la production agricole et animale, la foresterie, les pêches de capture et l'aquaculture n'ont plus besoin de rivaliser pour un soutien politique, pour l'espace et les ressources naturelles.

Une démarche holistique permet de faire des choix avisés en faveur de pratiques agricoles inclusives et durables. Depuis 2014, la FAO a soutenu en ce sens 245 initiatives dans 89 pays à l'aide d'approches participatives, dont plus de 80 initiatives pour le seul continent africain. Sur 89 pays, 41 pour cent ont été en mesure de réduire les écarts de rendement agricole et plus de la moitié des pays avaient réduit la superficie de végétation naturelle et d'écosystèmes protégés convertie à l'agriculture.

La FAO explore continuellement les moyens d'évaluer l'impact d'approches



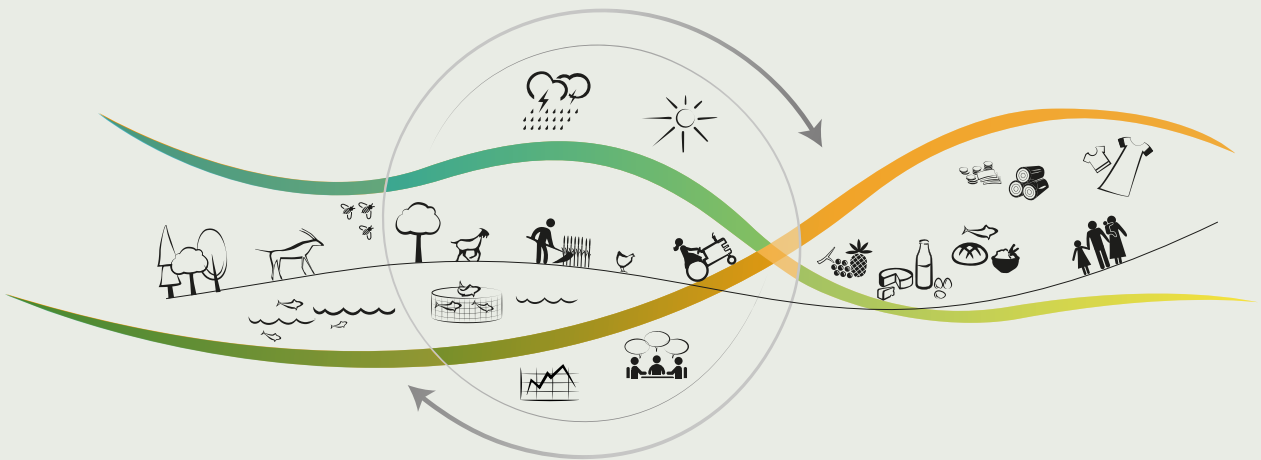
VIET NAM

Une jeune fille des hauts plateaux du Nord travaille dans une rizière.
©FAO/NG Quang Toan

LES 5 PRINCIPES CLÉS DE LA DURABILITÉ DANS L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

La FAO a développé une vision commune ainsi qu'une approche intégrée à la durabilité à travers l'agriculture, la sylviculture et les pêches.

Cette perspective unifiée – valable pour tous les secteurs agricoles et tenant compte des considérations sociales, économiques et environnementales – assure l'efficacité de l'action sur le terrain et s'appuie sur les meilleures connaissances scientifiques disponibles et sur l'adaptation aux niveaux local et national pour assurer la pertinence locale et son applicabilité.



1 PRINCIPE

Améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources est une condition cruciale de la durabilité de l'agriculture

2 PRINCIPE

La durabilité requiert de conserver, protéger et améliorer les ressources naturelles à travers des actions directes

3 PRINCIPE

Une agriculture qui ne parvient pas à protéger les moyens d'existence ruraux, et à améliorer l'équité et le bien-être social, n'est pas durable

4 PRINCIPE

Renforcer la résilience des personnes, des communautés et des écosystèmes est crucial pour parvenir à une agriculture durable

5 PRINCIPE

Une alimentation et une agriculture durables nécessitent des mécanismes de gouvernance responsables et efficaces



TADJIKISTAN

Des femmes vendent des fruits et légumes en bord de route à Douchanbé.
©FAO/Mustafa Coskun

intégrées de production et d'adapter les plans futurs. En surmontant les barrières économiques, institutionnelles et financières, l'Organisation s'efforce de créer des conditions favorables aux systèmes de production durables. Elle permet ainsi d'utiliser les ressources plus efficacement et de créer des conditions propices à la diversification et à la conservation des ressources naturelles, tout en permettant aux agriculteurs de mieux s'adapter aux effets du changement climatique.

En renforçant de nombreux mécanismes et instruments internationaux et nationaux de gouvernance, la FAO continue à prôner l'utilisation durable des ressources, qui comprend le renforcement des capacités des principaux acteurs dans la négociation et la mise en œuvre

de ces instruments, et de ceux qui accèdent et exploitent les données à l'appui des décisions de politique et de planification. En 2014 et 2015, la FAO a aidé 74 pays avec 215 initiatives qui ont adopté des approches intégrées dans différents secteurs avec des résultats notables, allant de la gestion des ressources naturelles à l'étude des approches écosystémiques dans les pêches et l'aquaculture, en passant par la gestion durable des terres et des eaux, la conservation de la biodiversité, et un meilleur aménagement et une meilleure gestion des paysages et territoires agricoles.

La FAO a conçu une approche coordonnée visant à rendre l'agriculture plus productive et plus durable par le biais de trois piliers étroitement imbriqués:

1. UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES:

évoluer vers l'intensification durable de l'agriculture pour produire plus avec moins d'impact sur nos ressources.

2. PROTÉGER ET CONSERVER L'ENVIRONNEMENT:

prendre meilleur soin de nos ressources pour protéger la biodiversité de nos écosystèmes, de l'eau, de la fertilité des sols et réduire la pollution.

3. RENDRE L'AGRICULTURE RÉSILIENTE:

adopter une nouvelle approche, à savoir l'agriculture durable, pour atténuer et s'adapter au changement climatique.

UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES:

PRODUIRE PLUS AVEC MOINS

Le paysage mondial se transforme et nous ne pouvons pas miser sur nos succès passés pour l'avenir.

Si nous voulons pouvoir nourrir une population de 10 milliards de personnes en l'espace de 50 ans, une part importante de l'accroissement de la production vivrière devra venir des zones de production actuelles avec des systèmes alimentaires améliorés, plus productifs et plus efficaces. Cela signifie que nous devons apprendre à produire davantage de nourriture avec moins de ressources, et dans des conditions bien plus difficiles. À mesure que les régimes climatiques deviennent plus instables, la compétition sur les ressources naturelles s'intensifiera. Les cultures et l'élevage devront devenir plus résistants aux nouvelles adventices, aux nouveaux ravageurs et champignons et autres maladies. Vu l'appauvrissement croissant des ressources en terres et en eau aujourd'hui dans de nombreuses parties du monde, le premier pas logique pour la FAO et ses partenaires est d'unir leurs efforts pour une utilisation plus efficace de toutes les ressources. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions accroître la productivité agricole avec des impacts environnementaux moindres sur la terre, l'eau, l'énergie et la biodiversité.

Dans ce contexte, les programmes de l'Organisation reflètent une approche

intégrée qui tient compte des liens complexes et de la concurrence entre les utilisateurs des ressources et le milieu naturel. Grâce à des approches plus intégrées, les interactions et synergies des impacts des décisions sur un secteur sont pris en considération avec d'autres secteurs, tout en tenant compte des aspects de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La FAO défend également une approche qui associe le renforcement organisationnel à l'échelon local avec un appui politique et réglementaire au niveau national ou provincial et en faisant intervenir de multiples parties prenantes. Autrement dit, la FAO développe les capacités des communautés rurales, des organisations d'agriculteurs et des institutions gouvernementales à travailler ensemble à la formulation de meilleures politiques, stratégies et gouvernance intégrées dans le domaine de l'agriculture et des ressources naturelles durables.

Les agriculteurs sont les principaux agents du changement. Pour que les pratiques innovantes et durables deviennent monnaie courante, ils doivent acquérir de nouvelles connaissances et compétences et pouvoir bénéficier des retombées immédiates de la productivité agricole tout en veillant à ce que leurs sols, eaux et autres ressources naturelles soient gérées durablement à long terme. La FAO a mis au point deux produits phare à cet égard. Le premier est un réseau mondial d'Écoles pratiques d'agriculture qui englobe

plus de 500 modules et un registre de profils de formateurs, ce qui permet aux nouveaux projets de tirer parti des compétences et de l'expérience de projets similaires ailleurs dans le monde. Le réseau comporte également des discussions de groupe modérées par la FAO sur des politiques et stratégies de haut niveau. L'éducation et les processus d'apprentissage non formels doivent aller de pair avec les approches intersectorielles au niveau du territoire, auquel cas, les résultats s'avèrent prometteurs. En effet, les programmes pilotes d'Écoles pratiques d'agriculture au Burundi et au Niger sont désormais reproduits à l'échelle nationale.

Le second produit de la FAO, «Technologies et pratiques pour les petits producteurs agricoles» (TECA), est un recueil de pratiques durables en production agricole, foresterie, élevage et pêches, y compris d'adaptation au changement climatique. Conçue pour les petits producteurs, la plateforme leur permet d'interagir avec des personnes ayant des intérêts similaires et de discuter de solutions durables sur des forums en ligne ou dans des groupes d'échange facilités par des experts agricoles de la FAO.



CHINE

Des agriculteurs récoltent
du poisson dans une
rizière près de Qingtian.
©FAO



KENYA

Une abeille à miel et une *Hypotrigena* d'Afrique de l'Est en train de polliniser des fleurs d'aubergine.
©FAO/Dino Martins

PROTÉGER ET CONSERVER L'ENVIRONNEMENT:

UTILISER DURABLEMENT LES RESSOURCES NATURELLES

Une approche durable de l'agriculture requiert un inventaire rigoureux et une meilleure gestion des ressources naturelles de la planète.

Le tableau est sombre. Aujourd'hui, 33 pour cent des terres sont modérément ou fortement dégradées à cause de l'érosion, de la salinisation, du tassement, de l'acidification et de la pollution chimique des sols. L'agriculture est de

loin le secteur qui consomme le plus d'eau, avec en moyenne 70 pour cent de tous les prélèvements mondiaux. Ce chiffre dépasse les 90 pour cent dans de nombreux pays et est souvent un moteur de compétition intense et de conflits. Près de 100 races d'animaux d'élevage ont disparu entre 2000 et 2014, et aujourd'hui, 17 pour cent (1 458) sont à risque d'extinction, dû en grande partie à des croisements inconsidérés. L'agriculture se taille aussi la part du lion dans la déforestation. Sous les tropiques et dans les sous-tropiques, l'agriculture commerciale à grande échelle et la petite

agriculture locale de subsistance sont responsables respectivement d'environ 40 et 33 pour cent de la conversion des forêts. Les 27 pour cent restants de déforestation sont dus à l'étalement des villes, à l'expansion des infrastructures et aux activités minières. Près d'un tiers des stocks ichtyques commerciaux sont désormais pêchés à des rythmes biologiquement insoutenables, le triple du niveau de 1974.

Les ressources naturelles de la planète, y compris les ressources génétiques, ainsi que les services d'écosystèmes tels

que la pollinisation, la fourniture d'eau potable, la lutte biologique contre les insectes ravageurs et les maladies et le cycle des éléments nutritifs du sol, sous-tendent tous les systèmes alimentaires et agricoles. Les services écosystémiques dans l'agriculture sont les avantages que la société tire de l'environnement grâce aux interventions des agriculteurs: des aliments nutritifs, de l'eau pure, des sols en bonne santé, la lutte contre les ennemis des cultures et les maladies et la biodiversité n'en sont que quelques exemples. Mais ces services essentiels ne peuvent exister si les fonctions d'écosystème ne sont pas supportées, soutenues et si la biodiversité n'est pas protégée. Des pratiques d'utilisation des terres non durables, l'expansion des terres agricoles et la déforestation, la pêche illégale, non réglementée et non déclarée (INDNR), la gestion inadéquate des zones côtières, et la surexploitation des ressources naturelles, y compris la surpêche et la surexploitation des ressources en eau douce, constituent autant de menaces à la durabilité environnementale de l'agriculture, des forêts et des pêches et exigent de solides mécanismes et instruments de gouvernance. Ces questions, entre autres, constituent de graves menaces pour la sécurité alimentaire et la nutrition pouvant donner lieu à la dégradation des écosystèmes, notamment la désertification, la dégradation des pâturages et des forêts, la perte de terres arables, des habitats, des espèces et de la diversité génétique, tous susceptibles d'avoir des retombées négatives sur l'ensemble du système de production vivrière, et sur la santé et le bien-être de l'homme.

Les pratiques agricoles durables améliorent la disponibilité, l'accès et l'utilisation de matériel génétique

(variétés culturelles, races de poissons et d'animaux) le mieux adapté à l'agroécologie locale et aux besoins des producteurs et des consommateurs. Toutefois, les besoins des producteurs sont dictés par des avantages financiers dérivant d'une meilleure productivité, de l'épargne tirée d'un moindre recours aux intrants externes et des opportunités découlant de gains de temps. Si elle est compréhensible, cette ligne de pensée prend trop souvent au piège les producteurs dans un cercle vicieux de rendements médiocres et de moyens d'existence précaires, notamment à mesure que la base de ressources naturelles, y compris la biodiversité agricole, s'appauvrit. Une nouvelle approche, qui protège et conserve la biodiversité de l'environnement est indispensable pour développer des approches techniques, stratégiques, de gouvernance et financières sensibles

UNE APPROCHE MULTIDISCIPLINAIRE EST ESSENTIELLE POUR GÉRER CORRECTEMENT LES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES, PROTÉGER ET CONSERVER LA BIODIVERSITÉ.

à la fois aux producteurs et au genre, adaptées aux besoins locaux et ciblant les différentes composantes de la chaîne de valeur. Les données empiriques des programmes de développement montrent comment parvenir à améliorer la productivité agricole, y compris les politiques et les réformes institutionnelles, en association avec la conservation de l'écosystème et de ses services, tels que la rétention de l'eau, la reconstitution des éléments nutritifs du sol, la lutte contre les ravageurs, la réduction de l'érosion, la pollinisation et la préservation de la qualité de l'eau.

Par exemple, les agriculteurs pratiquant l'agriculture de conservation utilisent une combinaison de technologies prévoyant des labours zéro ou un travail minimum du sol, des plantes de couverture et la rotation des cultures. Ils réduisent ainsi les perturbations du sol, en favorisant leur bonne santé, ce qui se traduit par des rendements plus élevés et plus durables. Cet accroissement de la teneur en matière organique ou de la fixation du carbone dans les sols donne aux agriculteurs des bénéfices immédiats et durables en termes de productivité, tout en conservant le sol et en atténuant le changement climatique.

Une approche multidisciplinaire est essentielle à une bonne gestion des services d'écosystèmes et à la protection et à la conservation de la biodiversité. Les ressources halieutiques du Bassin amazonien, par exemple, dépendent aussi de la santé des forêts adjacentes. Les forêts servent d'habitat aux poissons au sein de l'écosystème, mais elles leur fournissent aussi de la nourriture car les poissons mangent souvent les fruits qui tombent dans l'eau. Les forêts régulent le débit et la qualité de l'eau, et elles absorbent les inondations saisonnières.

RENDRE L'AGRICULTURE RÉSILIENTE

VERS UNE AGRICULTURE PLUS INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT

Le changement climatique est un défi majeur de notre temps.

La fréquence et l'intensité des fortes précipitations, inondations, tempêtes, vagues de chaleur et sécheresses ne cessent d'augmenter, provoquant des effets de grande envergure. Ces phénomènes météorologiques extrêmes, associés à des changements lents et progressifs tels que la hausse des températures et du niveau de la mer, se répercutent de plus en plus sur les écosystèmes et les ressources naturelles dont dépendent des millions de personnes pour vivre.

La majorité des pauvres du monde vivent en zone rurale et l'agriculture est parfois leur seule source de revenus. Pour atteindre la sécurité alimentaire mondiale et mettre fin à la pauvreté au cours des 20 prochaines années, il sera fondamental de développer le potentiel d'accroissement de la productivité et des revenus des petits systèmes de production agricole, animale, halieutique et forestière. L'agriculture (comprenant les forêts et les pêches) est particulièrement vulnérable au changement climatique, mais elle y contribue également à bien des égards. Si l'intensification des émissions de gaz à effet de serre dues à l'agriculture n'est pas maîtrisée, les buts de l'accord de Paris ne sauront être atteints.

Avec l'adoption de l'Accord de Paris, l'attention de la communauté internationale s'est concentrée désormais sur la mise en œuvre des engagements pour le climat. En soumettant leurs Contributions nationales (INDC), les pays se sont engagés à l'action climatique. La grande majorité des pays se réfèrent à une action dans le secteur agricole. Un tiers d'entre eux environ se réfèrent spécifiquement aux liens bénéfiques entre atténuation et adaptation dans l'agriculture, et plus de 30 pays se réfèrent particulièrement à l'agriculture intelligente face au climat.

La FAO encourage l'Agriculture intelligente face au climat (CSA) car elle est susceptible de transformer et de réorienter les systèmes agricoles pour qu'ils soutiennent efficacement le développement et garantissent la sécurité alimentaire dans un contexte de réchauffement de la planète.

En pratique, l'approche CSA poursuit un triple objectif :

- Accroître durablement la productivité et les revenus,
- S'adapter au changement climatique, et
- Réduire, dans la mesure du possible, les émissions de gaz à effet de serre.

QUELQUES FAITS ET CHIFFRES:

- > L'agriculture représente 70 pour cent des prélèvements d'eau.
- > L'agriculture est responsable de 24 pour cent des émissions anthropiques mondiales de GES contre environ 8 pour cent pour les pertes et gaspillage alimentaires.
- > L'agriculture est extrêmement sensible au changement climatique. Même une hausse de 2 °C des températures moyennes de la planète déstabilisent les systèmes de production actuels.
- > L'agriculture (comprenant les cultures, l'élevage, les pêches et la foresterie) absorbe un cinquième de l'impact économique causé par les aléas et les catastrophes naturelles dans les pays en développement, notamment les glissements de terrain, les avalanches ou l'augmentation des variétés d'adventices, de ravageurs et de microorganismes.
- > Pour maîtriser le changement climatique et maintenir la hausse des températures en deçà de 1,5 °C ou 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, les émissions devront régresser radicalement.



MYANMAR

Jeune fille fuyant des terres agricoles dévastées par le cyclone Komen, près de Monywa.
©FAO/Hkun Lat

L'importance de ces objectifs variera en fonction des circonstances agro-climatiques et socio-économiques à l'échelon national et local. L'agriculture intelligente face au climat cherche à atteindre des synergies, mais reconnaît qu'il peut s'agir de trouver le juste équilibre entre ces objectifs. Elle favorise les décisions fondées sur des éléments probants pour choisir les options les mieux adaptées à l'atteinte des buts de développement nationaux et locaux.

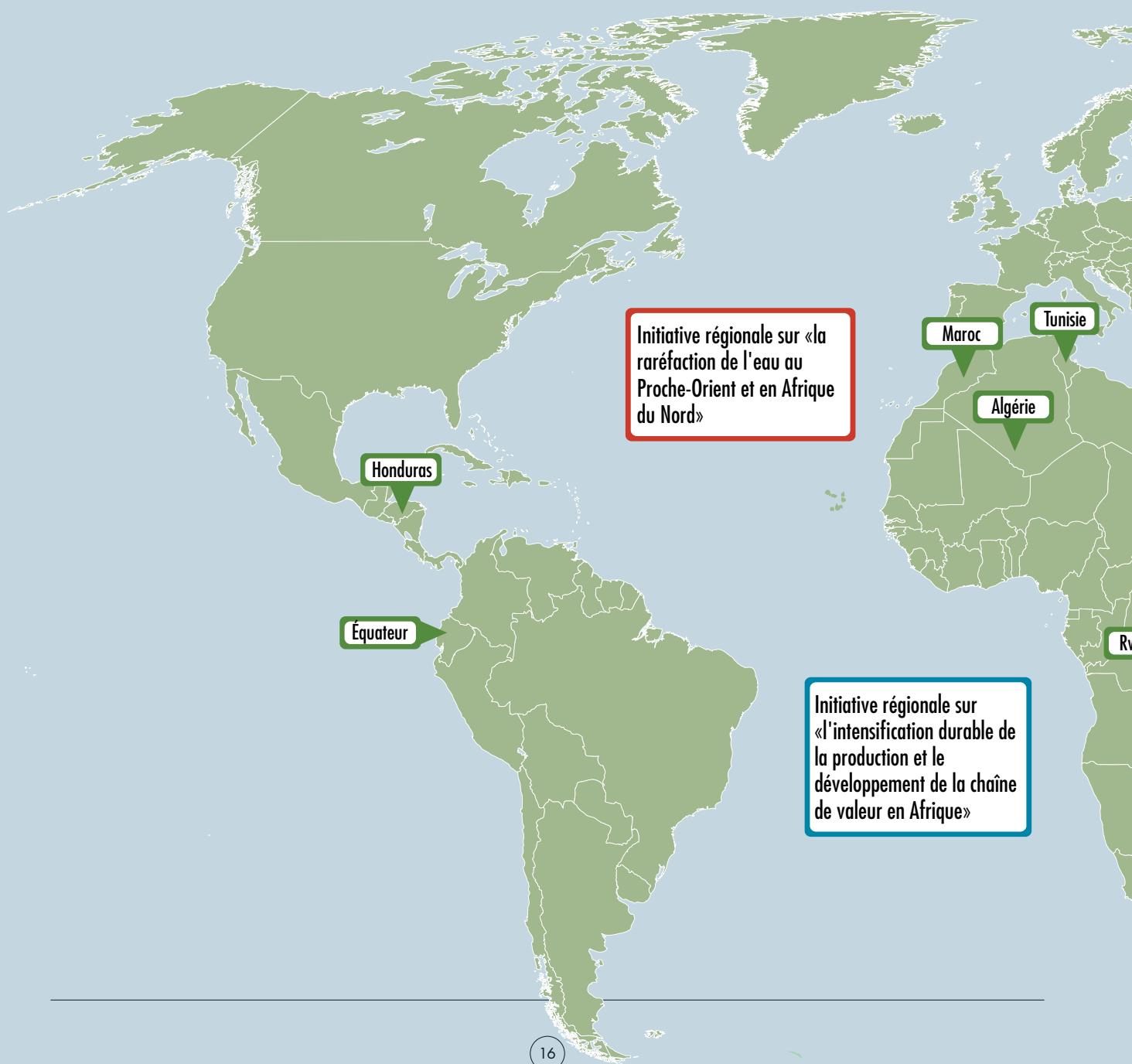
L'agriculture intelligente face au climat n'est pas une série de pratiques

universelles ou appliquées isolément; c'est plutôt une approche faisant intervenir divers éléments ancrés dans les contextes locaux. Le travail de la FAO consistant à rendre l'agriculture, la foresterie et les pêches plus productives et durables reconnaît que l'enjeu climatique requiert une approche intelligente face au climat pour atteindre la durabilité.

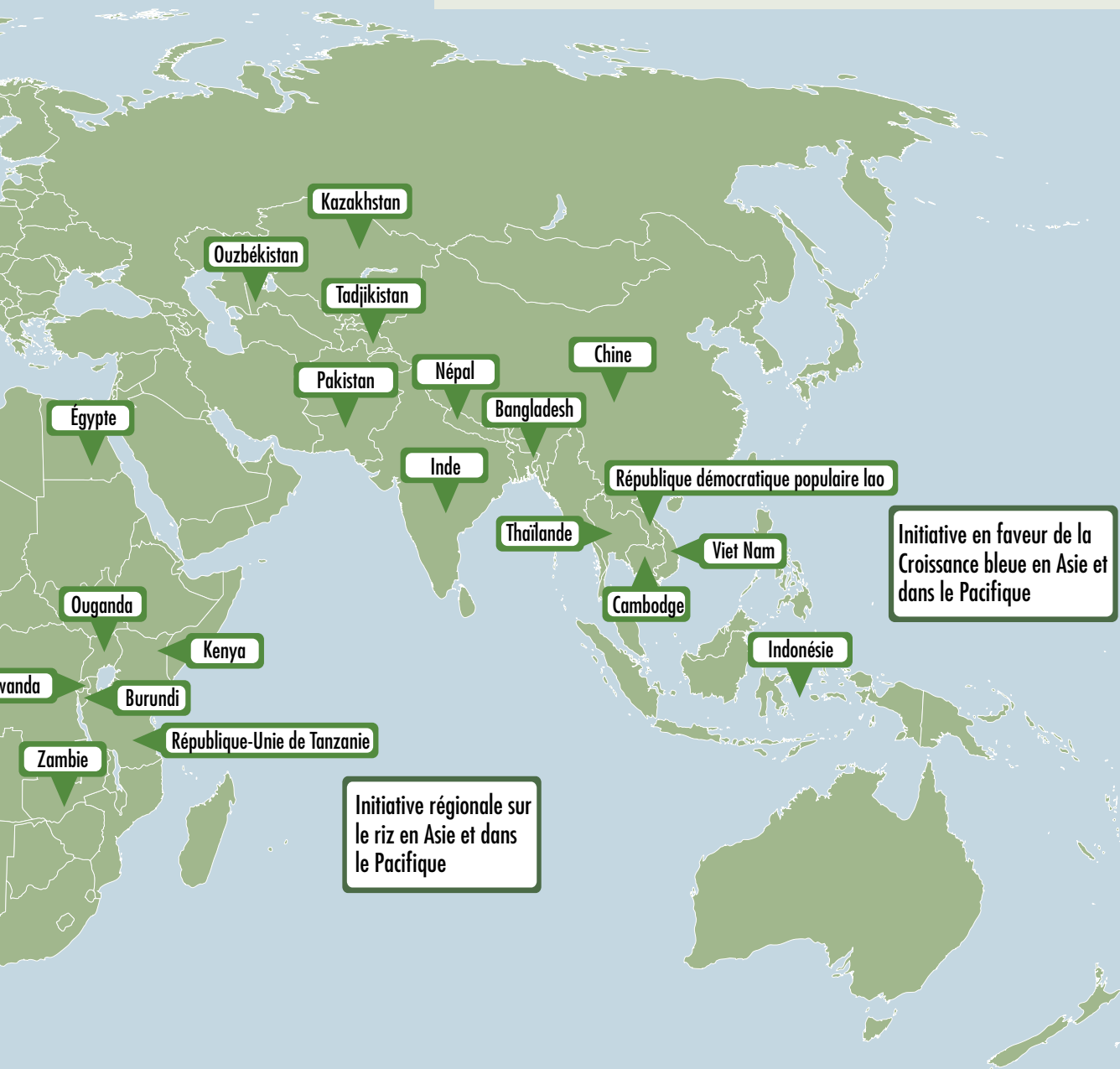
La FAO aide les pays à améliorer leur base factuelle et à renforcer leurs politiques et leurs programmes en vue de l'adoption d'une agriculture

intelligente face au climat au niveau de l'exploitation, du paysage et du pays. Sur le terrain, la FAO travaille au renforcement des capacités avec les partenaires adoptant les pratiques de CSA par le biais des Écoles pratiques d'agriculture et autres services consultatifs. En tant que membre actif de l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat et d'alliances régionales, la FAO encourage l'acquisition de connaissances et appuie la collaboration pour étendre le déploiement de la CSA.

OBTENIR DES RÉSULTATS ET MONTRER LEURS IMPACTS



En étroite collaboration avec ses partenaires, la FAO s'efforce de rendre l'agriculture, la foresterie et la pêche plus productives et plus durables dans tous les pays et régions du monde, comme en témoignent les **exemples suivants**.



INITIATIVES RÉGIONALES

Les Initiatives régionales de la FAO sont adaptées aux besoins régionaux et nationaux.

Elles favorisent le développement agricole durable comme moyen d'accroître la production et la productivité de l'agriculture, permettent une meilleure conservation et mise en valeur des ressources naturelles et des services écosystémiques, ainsi que la réduction du changement climatique dans plusieurs régions.

INITIATIVE RÉGIONALE SUR LA RARÉFACTION DE L'EAU AU PROCHE-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD

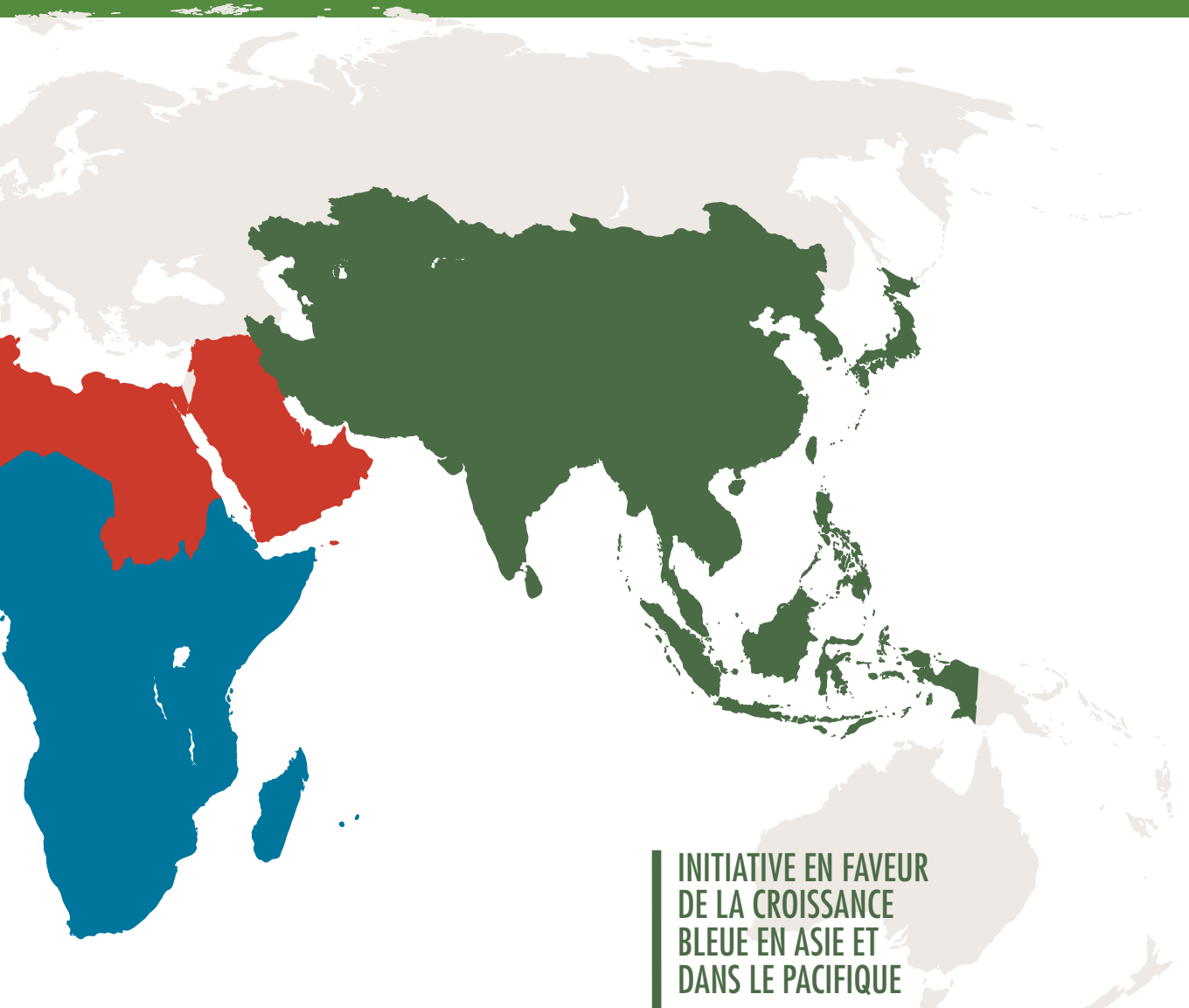
Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, les ressources en eau douce sont parmi les plus faibles du monde. Dans le cadre de cette Initiative régionale, la FAO et ses partenaires conseillent les gouvernements et le secteur privé sur l'adoption de technologies modernes et de solutions institutionnelles susceptibles de mieux accroître l'efficacité et la productivité de l'utilisation de l'eau dans l'agriculture au profit de millions d'agriculteurs et de communautés rurales.

Les options d'économie de l'eau et d'accroissement de la productivité de l'eau tout au long de la filière alimentaire seront partagées avec le secteur privé, tandis que les gouvernements seront encouragés à promouvoir des cadres propices plaçant les agriculteurs au centre de la gestion durable des ressources en terres et en eaux.

INTENSIFICATION DURABLE DE LA PRODUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA CHAÎNE DE VALEUR EN AFRIQUE

La FAO adopte une approche holistique de diversification agricole, de productivité et de compétitivité en Afrique dans un contexte de chaînes de valeur. Elle soutient le développement de filières d'agroélevage, y compris la réduction des pertes et gaspillage après récolte et des arrangements fonciers.

En Afrique, la FAO facilite les échanges de connaissances sur les petits périmètres d'irrigation, l'agriculture intelligente face au climat/agriculture de conservation, le développement des filières agricoles et de l'élevage, la diversification, l'accès aux marchés et la compétitivité. Par ailleurs, une attention particulière est accordée à l'intégration des questions sur le genre, la jeunesse et la gouvernance et à la conception des activités. Cette Initiative régionale mettra en avant l'intensification durable de la production et les mesures nécessaires pour affronter les questions de postproduction.



INITIATIVE RÉGIONALE SUR LE RIZ EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE

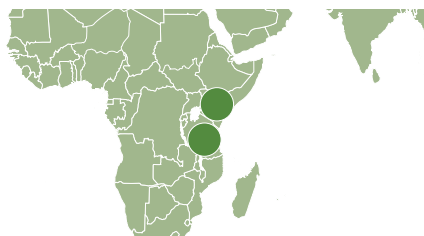
Les dégâts causés par la crise des prix du riz en 2008 et l'évolution des régimes climatiques sur les systèmes agricoles traditionnels fondés sur le riz ont donné lieu à de nouvelles politiques et stratégies pour des pratiques plus durables de riziculture. La Phase II de l'Initiative régionale pour le riz de la FAO vise à appliquer des pratiques innovantes et durables au profit de riziculteurs et de consommateurs mieux nourris, prospères et à l'abri de l'insécurité alimentaire dans la région.

INITIATIVE EN FAVEUR DE LA CROISSANCE BLEUE EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE

L'Initiative en faveur de la Croissance bleue exploite le potentiel des secteurs agricoles et maritimes pour une croissance durable. Une panoplie de systèmes riz-poisson, riz-élevage et riz-légumes a été mise en place et intégrée par les Écoles pratiques d'agriculture pour l'intensification durable de la riziculture (SIRP). La FAO travaille aussi à l'intensification durable de l'aquaculture pour une croissance «bleue» – en améliorant l'efficacité de la production, la durabilité et la résilience pour l'alimentation et la nutrition. Cela s'est traduit par un accroissement des opportunités de moyens d'existence et contribue à une croissance durable de l'économie bleue.

SUR LE TERRAIN

AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT DANS LES PETITS SYSTÈMES AGRICOLES (Kenya et République-Unie de Tanzanie)



Le changement climatique est une menace majeure pour la sécurité alimentaire en Afrique de l'Est: avec ses impacts exacerbant la vulnérabilité des petits agriculteurs, déjà au seuil de

la pauvreté et de la faim. Le projet de la FAO d'atténuation du changement climatique dans l'agriculture (MICCA) aide les pays de la région à réduire l'empreinte écologique des secteurs agricoles affichant des taux élevés d'émissions de gaz à effet de serre. Deux projets pilotes MICCA ont d'abord été mis en œuvre au Kenya et en République-Unie de Tanzanie à partir de 2010-2014. Près de 10 000 petits exploitants agricoles ont amélioré leurs compétences pour intégrer l'agriculture intelligente face au climat (CSA) dans leurs systèmes agricoles et les sites locaux.

Au Kenya, la FAO a aidé plus de 4 500 petits agriculteurs laitiers à pratiquer un élevage intelligent face

au climat et à améliorer le bilan global des gaz à effet de serre des systèmes d'exploitation. Dans les montagnes Uluguru de Tanzanie, 4 948 ménages ont été formés à intégrer les pratiques de conservation de sols et des eaux dans la gestion agricole. Les agriculteurs ont constaté une hausse des rendements et des revenus ainsi que des disponibilités accrues de nourriture, ce qui prouve que les petits agriculteurs peuvent jouer un rôle dans la lutte contre le changement climatique, tout en améliorant leur productivité et leurs moyens d'existence. Ces réussites et ces enseignements sont désormais reproduits au niveau national pour influencer sur les politiques, plans et programmes d'appui à l'agriculture intelligente face au climat au Kenya et en République-Unie de Tanzanie.

L'AUTONOMISATION DES PETITES EXPLOITANTES AGRICILES PAR LA PROMOTION DE L'AGRICULTURE DE CONSERVATION (Zambie)



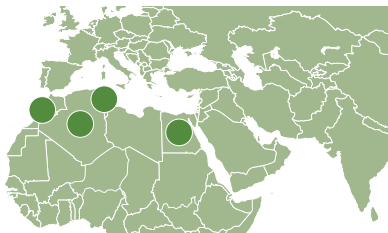
L'agriculture est un important moteur de croissance et de réduction de la pauvreté en Zambie. Mais le secteur

est peu performant, en grande partie à cause des effets d'El Niño, mais aussi en raison de la discrimination à laquelle sont soumises les femmes – qui sont souvent cruciales dans l'agriculture et l'économie rurale – qui réduit leur productivité. En partenariat avec l'Union européenne, la FAO aide le Ministère zambien de l'agriculture et de l'élevage à accroître la productivité agricole et à donner aux petites agricultrices les moyens d'agir. Ces interventions aident les agriculteurs de 31 districts à utiliser plus efficacement les intrants agricoles et à augmenter les rendements, avec un accent particulier sur les barrières socioéconomiques auxquelles se heurtent les femmes rurales.

La Stratégie du projet de parité hommes-femmes et d'autonomisation des femmes contribue à intégrer les questions de genre dans toutes ses activités. Les agroentrepreneuses potentielles ont accès aux ressources productives telles que le crédit et le financement; tandis que les agricultrices reçoivent des intrants agricoles et herbicides, technologie essentielle d'allègement des tâches dans l'agriculture de conservation. À ce jour, 49 pour cent des bénéficiaires du projet sont des femmes. Ces efforts se traduisent par une intensification durable de la production au profit de tous les agriculteurs, en particulier des petites exploitantes, en renforçant leur résilience et capacités d'adaptation au changement climatique.



UTILISER LES RESSOURCES EN EAU NON CONVENTIONNELLES À L'APPUI DES MOYENS D'EXISTENCE (Algérie, Égypte, Maroc et Tunisie)



Dans les zones arides d'Afrique
du Nord et du Proche-Orient,
la croissance démographique et

l'urbanisation rapide intensifient les pressions sur des ressources en eau douce déjà appauvries. Pour affronter ces enjeux, la FAO collabore avec des universités italiennes et des entreprises privées pour lancer un projet sur l'utilisation des eaux usées urbaines pour l'irrigation. Des techniques sûres, écologiquement rationnelles et rentables sur le traitement des eaux usées sont désormais employées par les municipalités dans toute l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie. Le projet a également appuyé la construction des installations de traitement de l'eau et des dispositifs de ferti-irrigation dans ces pays, tout

en en garantissant la durabilité à long terme grâce au renforcement des capacités. Les parties prenantes sont dotées des compétences nécessaires pour gérer et reproduire ces systèmes afin de tirer pleinement parti des avantages des techniques innovantes appliquées. Fort des expériences de l'Initiative régionale sur la raréfaction de l'eau, cet effort montre la durabilité et la viabilité économique du traitement des eaux usées à bas coût pour améliorer les moyens d'existence des populations de la région.



ÉQUATEUR

Des petits producteurs locaux des Hautes Andes présentent le fruit de leurs cultures.

©FAO/Hernán Mormontoy

GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES DANS LA PROVINCE DE CHIMBORAZO (Équateur)



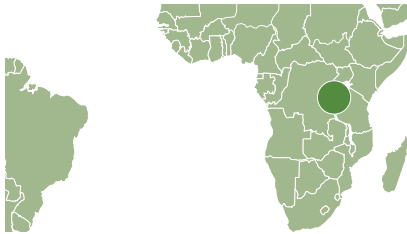
La province équatorienne de Chimborazo abrite l'étendue la plus vaste et la mieux conservée de *páramos* – un biome néo-tropical de haute montagne avec une végétation composée essentiellement de plantes

géantes de rosette, de buissons et de prairies. Cet écosystème montagneux est caractérisé par des sols riches, spongieux qui capturent et retiennent l'eau, essentielle dans la région pour l'irrigation, pour la consommation humaine et pour la production d'énergie hydroélectrique. Au fur et à mesure, les agriculteurs ont été contraints de déplacer leurs cultures et leurs pâturages vers de plus hautes altitudes, aux dépens du *páramo*. Ces pratiques ont donné lieu à la perte d'habitats, de biodiversité et à la gestion inappropriée de ces ressources naturelles.

Cela a amené la FAO à coopérer avec le Ministère de l'environnement

et l'administration provinciale de Chimborazo, pour soutenir la gestion durable de la biodiversité et des sources d'eau de la région. Un plan communautaire d'aménagement des bassins versants a été mis en place en faveur des projets de conservation et de production durables impliquant plus de 100 communautés. Trois ans après son lancement, le projet a produit des pratiques agricoles plus durables qui améliorent la conservation de la biodiversité du *páramo* et les ressources en eau.

UNE ÉCOLE PRATIQUE D'AGRICULTURE AMÉLIORE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION (Burundi)



Avec une population croissante vivant de terres limitées, souvent divisées en petites parcelles, accroître la production vivrière au Burundi équivaudra à se concentrer sur l'intégration et l'efficacité des systèmes

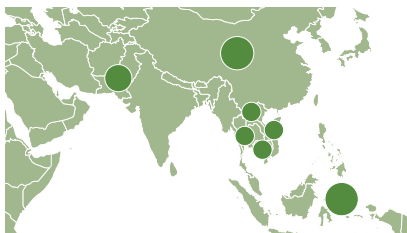
d'exploitation, plutôt que de se contenter de mettre davantage de terres en culture. Dans le cadre de projets mis en œuvre par la FAO et ses partenaires, 300 hectares d'un bassin versant ont été stabilisés par une gestion durable et intégrée des terres. Les Écoles pratiques d'agriculture utilisent cette pratique pour combattre la déforestation et l'érosion des sols par l'agriculture, l'adoption de l'agroforesterie et les semis suivant les courbes de niveau – en plantant des bambous le long des rives pour maintenir le sol. La culture de plus de 49 000 arbres fruitiers associés aux cultures de plein champ a contribué à améliorer la fertilité des sols et la nutrition humaine.

La réduction de l'érosion dans les champs s'est traduite par une hausse de la production car cela a empêché que

les cultures ne soient balayées par les inondations. Les agriculteurs ont été ainsi encouragés à commencer par investir dans de meilleures variétés de semences pour l'horticulture, puis à diversifier afin d'inclure l'apiculture et la myciculture, qui ont contribué à améliorer leur accès à des aliments riches en vitamines et en micronutriments qui ont également permis d'accroître les revenus. Les sols ont été fortifiés grâce à des engrais minéraux et semés avec des semences de meilleure qualité, notamment de maïs, dont les rendements ont triplé dans un des champs. Les variétés des cultures (par exemple, les bananes et arbres fruitiers) ont été choisies en fonction de leur résistance, de leurs rendements et de leur valeur nutritionnelle.

PROMOUVOIR L'INTENSIFICATION DURABLE DE LA RIZICULTURE ET DES SYSTÈMES D'ÉLEVAGE OU DE PISCICULTURES

(République démocratique populaire
lao, Cambodge, Chine, Indonésie,
Pakistan, Thaïlande, Viet Nam)



Pour formuler des politiques en faveur de la production de riz, les décideurs doivent connaître les méthodes et les technologies innovantes. Depuis le lancement en 2011 de la campagne de

la FAO «Produire plus avec moins», les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est – qui produisent une bonne partie du riz mondial – ont approuvé les méthodes du Système de riziculture intensive (SRI) dans leurs programmes nationaux de sécurité alimentaire. Aujourd'hui, des millions de riziculteurs ont adopté ces pratiques qui ont permis de répondre à nombre d'enjeux.

Le SRI permet en outre aux agriculteurs de cultiver du riz en zone pluviale, comme au nord-est de la Thaïlande, toujours plus frappé par la sécheresse, et dans les principales zones de riz irrigué de Chine, du Pakistan et d'Inde, où, à l'horizon 2025, l'eau devrait être en quantité insuffisante pour satisfaire la demande. En République démocratique populaire lao, les projets de la FAO ont aidé les agriculteurs à transformer le secteur rizicole en un secteur dynamique

et compétitif recourant à des pratiques durables. Les agriculteurs ont découvert qu'ils pouvaient produire du riz avec moins d'intrants et de meilleure qualité, tels que des semences certifiées qui ont accru les rendements et les profits. Durant la promotion des systèmes riz-poisson, les agriculteurs ont appris l'importance des biens et services tirés des écosystèmes du riz tout en utilisant des pratiques durables de rizipisciculture. Les rizières sont de riches écosystèmes regorgeant de poissons, de crabes et d'autres espèces essentielles à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des riziculteurs.

PLUS DE MAÏS ET MOINS D'ÉROSION SUR LES COTEAUX TROPICAUX (Honduras)



Sur des flancs escarpés au sud-ouest du Honduras, la culture itinérante sur brûlis traditionnelle du maïs, des haricots et d'autres cultures vivrières s'est traduite par une déforestation

à grande échelle et la dégradation de l'environnement. Reconnaissant que cette culture était peu viable, les agriculteurs du département de Lempira ont mis au point un système économique de conservation des ressources pour leurs cultures. La FAO a collaboré avec les agriculteurs et groupes d'agriculteurs locaux pour développer et diffuser ces pratiques, connues sous le nom de Système d'agroforesterie de Quesungual (QSMAS).

Avec le système Quesungual, les agriculteurs de la région ont pu doubler la productivité de leurs terres, permettant d'améliorer la sécurité alimentaire et de consacrer un espace

dans leurs champs pour étudier différentes options de culture vivrière. Près de la moitié de tous les agriculteurs qui ont adopté ce système utilisent une partie de leurs terres et leurs revenus supplémentaires pour diversifier la production. Les agriculteurs se sont ralliés au système car il repose sur des pratiques agricoles conventionnelles et autochtones, mais plus productives et rentables que l'agriculture sur brûlis, outre les nombreux autres avantages qu'elle présente.

PILOTER L'AGRICULTURE DURABLE (Rwanda)



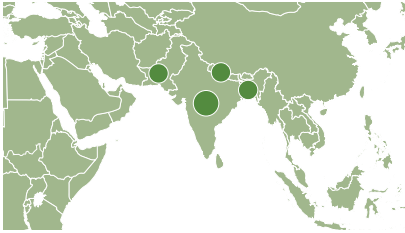
L'agriculture est le pilier économique du Rwanda, assurant 90 pour cent des besoins alimentaires du pays et employant près de 80 pour cent de la population active. Toutefois, avec ses 11,7 millions d'habitants, la «terre aux mille collines» est le deuxième pays le plus densément peuplé d'Afrique et soumis à de fortes pressions pour accroître la productivité agricole et les revenus des petits exploitants, tout en préservant ses ressources naturelles.

En 2014, le Rwanda a collaboré avec la FAO pour piloter une alimentation et une agriculture durables. En intégrant les trois dimensions de la durabilité (économique, sociale et environnementale), le programme accordait un rôle central aux personnes pour traiter les questions de durabilité par le biais de dialogues multipartenaires intersectoriels permettant de trouver des solutions communes dans des secteurs qui avaient toujours été en compétition. La FAO a opéré tant à l'échelon local que national.

En étroite collaboration avec le mécanisme FIRST (Impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Résilience, Durabilité et Transformation), la FAO facilite le dialogue transversal au niveau national. Un groupe de travail intersectoriel pour l'agriculture et les ressources naturelles a guidé la mise au point d'une stratégie sur l'agroforesterie. À l'échelon local, la FAO travaille dans la province septentrionale du Rwanda

sur le bassin versant du Yanze, où elle se fait la promotrice d'une approche intégrée tenant compte des cinq principes d'une alimentation et d'une agriculture durables. S'il n'en est qu'à ses débuts, le Rwanda est en train de prendre des mesures essentielles avec ses nombreux projets. Citons par exemple l'évaluation et l'aménagement participatifs des sites, l'apprentissage participatif de l'agroforesterie par les Écoles pratiques d'agriculture, la conservation des sols et des eaux, la gestion intégrée de la fertilité du sol, l'intégration cultures-élevage, et l'aide aux agriculteurs pour accroître leurs revenus grâce à la diversification et l'accès au marché par le développement de centres de collecte de légumes.

L'AGRICULTURE DE CONSERVATION, CLÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan)

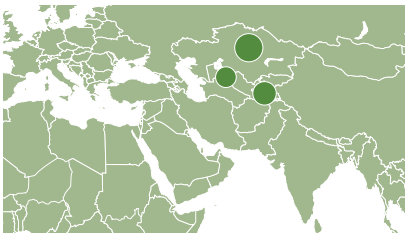


La plaine Indo-Gangétique, qui traverse toute l'Asie du Sud - du Bangladesh, à travers l'Inde et le Népal jusqu'au Pakistan - est à la fois

le grenier à blé et à riz de 1,8 milliard d'individus. Ces dernières années, toutefois, la productivité du riz et du blé avait commencé à stagner, avec des rendements nettement inférieurs aux niveaux escomptés. Ce déclin s'explique par l'épuisement du sol dû à des décennies de cultures intensives, au tarissement des eaux souterraines et à la hausse des températures. Pour y remédier, le Consortium riz-blé, en partenariat avec la FAO et le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), a lancé une intervention concertée pour promouvoir des technologies de production ménageant les ressources.

La technologie la plus largement adoptée est le labour zéro, qui s'est traduit par une diminution urgente de l'utilisation de l'eau pour l'irrigation et qui aide les agriculteurs à abaisser les coûts de production et les émissions de gaz à effet de serre. En Inde et au Pakistan, le taux d'adoption des labours réduits ou labours zéro pour la production de blé et de riz a été exponentiel. Ces systèmes s'avèrent essentiels pour la sécurité alimentaire, les revenus et l'emploi de centaines de millions de ruraux et citoyens pauvres en Asie du Sud.

LES AGRICULTEURS DE LA STEPPE KAZAKHE ARRÊTENT LES LABOURS (Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan)



Dans la ceinture de blé du nord du Kazakhstan, l'adoption à grande échelle de l'agriculture de conservation a été dictée par la nécessité. Si le pays dispose de vastes ressources en

terres pour la production de blé et s'il est un des premiers producteurs et exportateurs mondiaux de blé et de farine, la culture dépend entièrement des précipitations, ce qui la rend très vulnérable face à la perte d'humidité des sols qu'a connue la région récemment. Aux côtés des scientifiques et des agriculteurs du pays, le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) et la FAO ont lancé un programme visant à introduire l'agriculture de conservation dans les zones pluviales. Les essais du programme ont indiqué que ces pratiques, comprenant le labour zéro et la rotation des cultures, laissent escompter une hausse des rendements de blé et une réduction des coûts de la main d'œuvre et du carburant.

En appliquant ces principes, certains agriculteurs de la province de Kostanay ont atteint des rendements de deux tonnes par hectare, près du double de la moyenne nationale. L'agriculture de conservation est jugée tout à fait adaptée à tous les principaux systèmes agricoles d'Asie Centrale, depuis la ceinture de blé du nord du Kazakhstan jusqu'aux champs irrigués de blé, de riz et de coton d'Ouzbékistan et du Tadjikistan. D'autres pays de la région pourraient tirer des leçons de l'exemple du Kazakhstan, où la politique nationale encourage l'agriculture de conservation, et la priorité absolue de la recherche agronomique est la mise au point et la diffusion de technologies économisant l'eau.

INTÉGRER L'AGRICULTURE DANS LES PLANS D'ADAPTATION NATIONAUX (Ouganda)



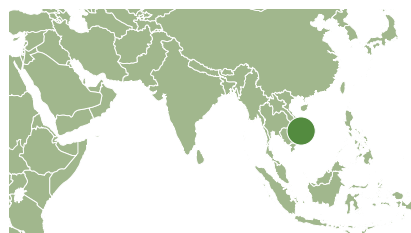
L'évolution des régimes de température en Ouganda se traduit par des sécheresses plus fréquentes et de longue durée, ce qui explique la mortalité accrue du bétail. Ces impacts sont significatifs sur le plan économique pour un pays qui est tributaire de ses ressources

naturelles. C'est ce qui a poussé la FAO et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à collaborer avec le Gouvernement ougandais pour intégrer les secteurs de l'agriculture – comprenant l'élevage, la foresterie, les pêches et l'aquaculture – dans le processus du Plan national pour l'adaptation (NAP). Le but est de renforcer la résilience des populations rurales et des systèmes de production agricole dans le Corridor central du bétail, et les capacités des communautés et des agriculteurs commerciaux à s'adapter aux effets du changement climatique.

D'ici 2018, l'Ouganda devrait bénéficier d'une assistance technique pour les activités de son plan de travail, ainsi que

de l'expertise mondiale sur l'intégration du changement climatique dans les programmes et la budgétisation. La création du Centre national de ressources pour le changement climatique en juin 2015, doté de l'espace et des ressources matérielles nécessaires, a marqué une étape importante. La mise en œuvre du projet, soutenue par les équipes de la FAO et du PNUD, s'est également traduite par l'intégration des besoins d'adaptation dans les programmes de terrain, y compris l'utilisation de diverses variétés culturelles et l'adoption d'une gestion durable des terres.

LA BIODIVERSITÉ AQUATIQUE INTÉGRÉE DANS LA RIZI-PISCICULTURE AMÉLIORE LES REVENUS BRUTS (Viet Nam)



La production de riz au Viet Nam est essentielle pour les disponibilités alimentaires et l'économie nationale du pays. Afin de réduire le recours aux pesticides et d'améliorer la santé de l'écosystème rizicole et les revenus des agriculteurs, la FAO a collaboré avec les agriculteurs pour intégrer la biodiversité

aquatique riz-poisson dans le système d'exploitation. Au total, 105 agriculteurs des Écoles pratiques d'agriculture (dont 55 femmes) avec des champs adjacents sur une superficie de 34 hectares ont été retenus. Les riziculteurs ont appliqué les principes de gestion efficace qu'ils ont appris pour des cultures saines, à bon rendement avec un moindre recours aux intrants de production. Ils ont étudié des moyens d'optimiser l'utilisation des multiples biens et services offerts par les systèmes de riziculture. Ils ont appris les techniques de conservation et de gestion de la biodiversité aquatique (des espèces de capture et d'élevage) en association avec des pratiques agronomiques améliorées telles que l'espacement plus large des plants/la réduction des densités de semis, la gestion améliorée de l'eau, et le recours réduit aux pesticides. Le revenu brut moyen tiré de la production intégrée riz-poisson était de 7 751 dollars, soit 4 fois plus que les

revenus (1 892 dollars) tirés de la riziculture pratiquée seule. Il a été constaté, en général, que ces pratiques augmentaient les revenus de 210 à 550 pour cent. Ce grand écart dépendait de l'expérience des agriculteurs et des espèces et quantités de biodiversité aquatique – en particulier du poisson. La prise de décisions informées, fondées sur une analyse de l'agroécosystème, a donné lieu à une lutte plus efficace, naturelle et durable contre les ravageurs. Par exemple, les poissons mangeaient les insectes nuisibles qui colonisaient la tige et la base des plants de riz ainsi que ceux qui tombaient dans l'eau, ce qui permettait d'éviter le recours inutile aux pesticides et aux agents de lutte biologique.



OUGANDA

Un membre du groupe Buffda et Byfita nourrit des poissons en cage sur le site de débarquement de Butiaba.
©FAO/Isaac Kasamani

Les appellations employées et la présentation des données dans ce produit d'information n'impliquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'Organisation des Nations Unies (FAO) au sujet du statut juridique ou le développement de tout pays, territoire, ville ou région ou de ses autorités, ou du tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés spécifiques ou de produits de fabricants, brevetés ou non, n'implique pas que ceux-ci ont été approuvés ou recommandés par la FAO avec une préférence par rapport aux autres de même nature qui ne sont pas mentionnés.

©FAO, 2017

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion du matériel de ce produit d'information. Sauf indication contraire, ce matériel peut être copié, téléchargé et imprimé pour usage privé, de recherche et d'enseignement, ou pour une utilisation non commerciale produits ou services, pourvu qu'une reconnaissance appropriée de la FAO comme source et le titulaire du droit d'auteur est donnée et l'endossement de la FAO des utilisateurs vus, produits ou services n'est pas implicite en quelque sorte. Toute demande pour les droits de traduction et d'adaptation et pour la revente et autres droits d'utilisation commerciale doit être adressée à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site Web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par l'intermédiaire de publications-sales@fao.org.

Photo de couverture:
©FAO/Giulio Napolitano

Imprimé sur papier
écologique.

TRAVAIL STRATÉGIQUE DE LA FAO

Ses cinq priorités ou Objectifs stratégiques représentent les principaux axes visant à aider les États membres à atteindre un monde durablement libéré de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté.



Contribuer à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition



Rendre l'agriculture, la foresterie, et la pêche plus productives et plus durables



Réduire la pauvreté rurale



Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces



Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise

Pour accomplir nos Objectifs stratégiques, la FAO poursuit cinq Programmes stratégiques exploitant les fonctions centrales de l'Organisation pour aboutir à des résultats concrets.

Nous nous engageons à aider les pays à mettre en oeuvre le Programme 2030.

L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE DANS LE PROGRAMME 2030

Les 17 Objectifs (ODD) du Programme de développement durable à l'horizon 2030 sont une série de priorités mondiales adoptées par les pays en septembre 2015 pour mettre un terme à la pauvreté et à la faim, préserver les ressources naturelles de la planète et assurer la prospérité de tous ses habitants.

L'alimentation et l'agriculture touchent tous les ODD et sont au cœur même du Programme 2030.

Par une approche intégrée visant à traiter les causes profondes de la pauvreté et de la faim et la gestion durable des ressources naturelles en ne laissant personne de côté, **le travail stratégique de la FAO s'inscrit dans le droit fil des ODD.**

Notre vaste gamme d'expertise technique, notre longue expérience avec les partenaires du développement et nos compétences uniques dans la triple approche du développement durable (sociale, économique et environnementale) font de la FAO un précieux allié pour les pays en matière de mise en œuvre et de suivi des ODD.

Pour en savoir plus, consultez notre page Web sur le travail de la FAO avec les ODD. Cette page est régulièrement mise à jour avec toutes les actualités en matière d'alimentation et d'agriculture dans le Programme 2030.